

Les identités francophones : Artivismes, plaidoyers et intersection- nalités de nos communautés

Rapport de la deuxième
conférence internationale
d'Égides

6-9 novembre 2023



Les propos dans ce rapport
n'engagent que leurs auteurs·rices
et ne reflètent pas nécessairement
les positions d'Égides ou de ses
partenaires.

Crédits

Rédaction du rapport d'Égides: Reem Alameddine et Ahmed Hamila

Révision du rapport d'Égides: Stéphanie Palancade, Bruno Laprade,
Michaël Arnaud, Marion Couturier

ISBN (numérique) : 978-2-9820731-7-3

ISBN (imprimé) : 978-2-9820731-8-0

La publication de cet ouvrage
est rendue possible grâce au
soutien de:

Québec 

Clinique
mauve 

Université 
de Montréal



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada 

Les identités francophones

artivismes, plaidoyers et intersectionnalités de nos communautés

6 AU 9 NOVEMBRE 2023

Nos Partenaires

Québec 


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*


Unifor
Social
Justice
Fund

Unifor
Fonds
de justice
sociale


CSN

Présentation du rapport de la Conférence Égides 2023

Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre l'Université de Montréal et Égides. La rédaction a été assurée par Reem Alameddine et Ahmed Hamila dans le but de compiler et de traduire les échanges ayant eu lieu lors de la conférence Égides 2023.

Organisé autour de thématiques spécifiques et prédominantes au sein des communautés LGBTQI francophones, ce document vise à offrir aux universitaires, à la société civile, aux membres de la communauté académique, ainsi qu'aux partenaires et bailleurs de fonds, publics et privés, un accès à des données actualisées. Ce travail valorise les voix et les perspectives des personnes directement concernées, et aspire à enrichir la compréhension des enjeux contemporains et à guider les actions futures dans ce domaine.

Nous sommes particulièrement fiers et heureux de vous présenter ce travail rigoureux et riche, en espérant qu'il créera pour vous des espaces de discussion, de réflexion et, surtout, une meilleure compréhension des sujets portés par l'ensemble des intervenants et intervenantes.

Stéphanie Palancade
*Responsable de la mobilisation
Internationale chez Égides*

Note sur le langage inclusif

Ce rapport est écrit en langage inclusif pour une meilleure représentativité et dans une volonté de non-discrimination.

Le langage inclusif étant en perpétuelle évolution, les modalités utilisées dans ce document restent perfectibles.

Dans ce texte, Égide utilise l'acronyme LGBTQI (pour lesbienne, gai, bisexuel·le, trans, queer et intersexe) afin d'englober les différentes communautés et enjeux entourant l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, ou les caractéristiques sexuelles des personnes. Égides reconnaît cependant les limites de cette formulation et les rapports de pouvoir au sein même du mouvement transnational pour les droits des personnes LGBTQI.

Table des matières

Présentation du rapport de la
Conférence Égides 2023 5

Mot de la coprésidence d'Égides 8

Panélistes 9

6 novembre : Solidarités internationales 10

Cérémonie d'ouverture. 10

Conférence : Se réunir et faire face malgré
l'adversité. 10

Table ronde + ateliers : Penser les
solidarités transnationales. 10

7 novembre : Plaidoyers 10

Panel et atelier: Projet d'apprentissage
collectif sur le plaidoyer africain - ce qui
fonctionne ou pas. 10

Conférence : Plaidoyer international
francophone. 11

Table ronde : Les NTIC et le plaidoyer. 11

Table ronde : Faire du plaidoyer au niveau
local. 11

8 novembre : Artivismes 11

Conférence : Quand l'art et l'activisme se
rencontrent. 11

Table ronde : Dialogues Nord-Sud
- regards croisés sur les arts de
l'engagement. 12

9 novembre : Intersectionnalités 12

Conférence : Intersectionnalités - pour ne
laisser personne de côté. 12

Table ronde : L'écoféminisme. 12

Introduction 13

1. État des lieux 17

Enjeux préoccupants les
communautés LGBTQI francophones
à travers le monde 18

1.1 Recrudescence des mouvements anti-
LGBTQI. 18

1.2 Manque de soins affirmatifs et de
ressources LGBTQI. 21

1.3 Défis à l'emploi pour les personnes
trans. 22

2. Outils pour réfléchir 24

Outils pour réfléchir de manière
critique aux discriminations
intersectionnelles rencontrées par
les communautés francophones
LGBTQI à travers le monde. 25

2.1 Approche décoloniale et pensées
féministes africaines. 25

2.2 Intersectionnalité. 28

2.3 Écoféminisme. 30

3. Actions & Stratégies 33

Actions pour la promotion et
l'avancement des droits LGBTQI
dans le monde francophone :
nouvelles stratégies de plaidoyer
34

3.1 Plaidoyer à l'ère numérique et usage des
NTIC. 34

3.2 Artivisme. 35

Conclusion 38

Références 41

Roman graphique 46

Mot de la Coprésidence d'Égides

Chères membres, , chère-s allié-e-s,

C'est avec une immense fierté et une joie sincère que nous vous présentons le rapport de la conférence Égides 2023, rédigé en collaboration avec l'Université de Montréal, au Québec, Canada. Cette deuxième édition de la conférence, bien que marquée par des contraintes ayant imposé un format virtuel, représente une étape incontournable pour la continuité de nos efforts. L'existence même de cet événement témoigne de l'importance des espaces sécurisants et sécuritaires pour échanger et réfléchir ensemble, créés par et pour les membres d'Égides et, plus largement, pour la communauté LGBTQI francophone.

Malgré les défis logistiques liés à la distance, nous avons eu la grande satisfaction de réunir derrière les écrans plusieurs centaines de participant-e-s, réparti-e-s aux quatre coins du monde. Durant quatre jours d'échanges intenses, une trentaine d'intervenant-e-s d'horizons divers ont partagé leurs expertises et expériences, enrichissant mutuellement nos savoirs et renforçant nos réseaux de solidarité internationale.

Les thématiques abordées cette année étaient aussi riches que variées, couvrant des enjeux essentiels tels que les solidarités transnationales, les mécanismes de plaidoyer et l'utilisation des outils de communication les plus pertinents, adaptés aux réalités de nos communautés. Nous avons également mis en lumière l'importance de l'artivisme, qui s'affirme comme un levier puissant pour porter nos revendications et sensibiliser plus largement. Un accent particulier a été placé sur les enjeux de santé mentale, un sujet crucial dans nos luttes, où nous avons exploré les approches de soutien psychologique adaptées aux besoins spécifiques des personnes LGBTQI dans divers contextes.

Nous sommes extrêmement fier-e-s chez Égides de pouvoir transmettre aujourd'hui le fruit de ces réflexions, ces pratiques innovantes et ces partages d'expériences qui enrichissent et renforcent nos actions au quotidien. Ces échanges nous rappellent combien il est vital de maintenir le dialogue, d'apprendre les un-e-s des autres, et de construire des réseaux toujours plus solides et solidaires.

Nos remerciements chaleureusement nos partenaires, sans qui cet événement n'aurait pu se tenir. Leur soutien inestimable, malgré les obstacles rencontrés, a permis de donner vie à cette conférence dans des conditions inédites.

Nous vous invitons à plonger dans ce rapport, riche en enseignements et en propositions concrètes. Nous espérons qu'il saura inspirer vos réflexions et nourrir vos engagements. Enfin, nous adressons tout notre soutien à nos membres vivant dans des contextes rendus encore plus difficiles par la montée de la haine et des discriminations. Face à ces réalités, Égides restera à vos côtés, solidaire, engagée, et prêt-e à lutter avec vous pour un avenir plus juste et inclusif.

Donnons-nous rendez-vous pour la prochaine édition, en souhaitant qu'elle puisse se tenir dans un cadre encore plus favorable à la rencontre.

Bonne lecture à toutes et à tous. On est ensemble.

Olivia Shola et Laurent Breault
Coprésidence d'Égides

Panélistes

6 novembre : Solidarités internationales

Cérémonie d'ouverture.

Jean-Marc Berthon (il) : Ambassadeur de France pour les droits des personnes LGBTQ+.

Michaël Arnaud (il) : directeur général d'Égides.

Laurent Breault (il) : Coprésident d'Égides.

Olivia Shola (elle) : Coprésidente d'Égides.

Stéphanie Palancade (elle) : Responsable de la mobilisation internationale Égides.

Martine Biron (elle) : Ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Gouvernement du Québec.

Conférence : Se réunir et faire face malgré l'adversité

Modération :

Ahmed Hamila (il) : Professeur adjoint en sociologie à l'Université de Montréal.

Senda Ben Jebara (elle) : Activiste féministe queer tunisienne, chargée de programme ASTRAEA Lesbian foundation for justice.

Patrick Awondo (il) : Anthropologue et sociologue enseignant à l'université de Yaoundé (Cameroun).

Solange A. (elle) : Femme transgenre, féministe, panafricaniste et écrivaine.

Michaël Arnaud (il) : Directeur général d'Égides.

Table ronde + ateliers : Penser les solidarités transnationales.

Introduction par **Ahmed Hamila** et **Stéphanie Palancade**. Animation par le secrétariat d'Égides.

Table ronde : L'acte politique de prendre soin de soi et des autres

Modération :

Solange A. (elle) : Femme transgenre, féministe, panafricaniste et écrivaine.

Isabelle Sentis (elle/iel) : Art-activiste pour les droits des personnes LGBTQIA+ et des femmes et dans la lutte contre le Sida depuis plus de 30 ans, performeuse, art-thérapeute et cheffe de projets culturels.

7 novembre : Plaidoyers

Panel et atelier: Projet d'apprentissage collectif sur le plaidoyer africain - ce qui fonctionne ou pas -

Jean-Claude Pongault Elongo : Juriste, activiste pour les droits des minorités sexuelles et de genre, membre fondateur et Directeur Exécutif de l'association Cœur Arc en ciel.

Gigi (il/iel) : Militant LGBTQ rwandais, membre et fondateur de l'association My Right alliance.

Porshia Estelle Kouam : Femme transgenre afroféministe. Directrice Exécutive et fondatrice de TRANSIGEANCE action féministe. Activiste et défenseuse des droits des minorités sexuelles et de genre au Cameroun.

Jean-Daniel Ndikumana (il) : Président fondateur d'EDDIB.

Carlos Idibouo (il) : Consultant en développement organisationnel.

Conférence : Plaidoyer international francophone

Modération :

Anna Devroye (elle) : Administratrice chez Égides.

Jean-Marc Berthon (il) : Ambassadeur de France pour les droits des personnes LGBTQ+.

Claire Deronzier (elle) : Déléguée aux Affaires Francophones et multilatérales du Québec en France.

Joël Neubert (il) : Chef de la coopération pour l'Union Européenne Cotonou.

Table ronde : Les NTIC et le plaidoyer

Modération :

Thomas Faustin (il) : Administrateur Égides.

Raphaël Provost (il) : Directeur général d'Ensemble pour le respect de la diversité.

Yuri Guaiana (il) : Chargé de campagnes sénior chez All Out.

Mylène de Repentigny-Corbeil (elle) : Présidente et directrice générale de Les 3 sex* et co-présidente du Conseil québécois LGBT depuis l'été 2023.

Table ronde : Faire du plaidoyer au niveau local.

Modération :

Ariane (elle) : Activiste féministe et doctorante en droit international.

Joseph Akoro (il) : Fondateur de JSA Consulting – International et point focal de la Banque Mondiale pour l'inclusion des minorités sexuelles et de genres en Afrique subsaharienne.

Jeannot Ouessou (il) : Activiste défenseur des droits humains. Chargé des Programmes et de Plaidoyer du Réseau Bénin Synergie Plus (BESYP) et Vice-président de l'Association pour la Conscientisation de la Jeunesse et l'Entraide Sociale de Porto-Novo.

Frida Wahrania (elle) : Militante des droits Humains.

8 novembre : Artivismes

Conférence : Quand l'art et l'activisme se rencontrent

Modération :

Isabelle Sentis (elle/iel) : Art-activiste pour les droits des personnes LGBTQIA+ et des femmes et dans la lutte contre le Sida depuis plus de 30 ans, performeuse, art-thérapeute et cheffe de projets culturels.

Isabelle Arvers (elle) : Artiste et curatrice française qui s'intéresse à la relation entre art et jeu vidéo depuis plus de 20 ans.

Antoine Blaclard (il/iel) : Auteur de livre jeunesse engagé et coprésident du Girofard (Centre LGBT de Bordeaux, France).

Jean-Claude Pongault Elongo : juriste, activiste pour les droits des minorités sexuelles et de genre, membre fondateur et Directeur Exécutif de l'association Cœur Arc en ciel.

Table ronde : Dialogues nord-sud - regards croisés sur les arts de l'engagement

Modération :

Soufiane Hennani (il) : Docteur chercheur multidisciplinaire basé à Casablanca et défenseur des libertés sexuelle et de genre au Maroc.

Hicham Tahir (il) : Auteur écrivain marocain.

Sophie Labelle (elle) : Écrivaine et militante trans canadienne.

Erika Nomeni (elle) : Poétesse, écrivaine, compositrice et rappeuse, Cofondatrice de l'association Baham Arts et du festival UMOJA.

9 novembre : Intersectionnalités

Conférence : Intersectionnalités - pour ne laisser personne de côté.

Modération :

Reem Alameddine (elle) : Sexologue et doctorante en sexologie à l'Université du Québec à Montréal.

Camille Ben (iel) : Statisticien-ne, fondatrice d'Alouen en Algérie, militant-e droits humains et ancien-ne coprésidence d'Egides.

Marianne Chbat (elle) : Coordinatrice de la Clinique Mauve (Montréal) docteur-e en sciences humaines.

Table ronde : Pensées féministes africaines

Modération :

Dieyla (elle) : Responsable de programme chez Égides.

Olivia Shola (elle) : Coprésidente Égides.

Le vieux (iel) : Féministe et militant-e pour la justice sociale.

Table ronde : L'écoféminisme

Modération :

Anjeelee Kaur Beegun (elle) : Chargée de programmes chez Égides.

Katlego Kai Kolanyane-Kesupile (elle) : Architecte internationale culturelle, spécialiste de la communication, des droits humains et du handicap, de la défense des droits LGBTQ+ et de la justice climatique.

Cy Lecerf Maulpoix (il) : Journaliste et chercheur indépendant sur les mouvements de libération sexuelle, l'écologie et la technocritique.

Jules Falquet (elle) : Professeure de philosophie à l'université Paris 8 St Denis (France), spécialiste de la mondialisation, des questions féministes et lesbiennes et des mouvements sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Introduction

De l'Afrique à l'Europe, en passant par les Caraïbes et le Canada, les communautés LGBTQI francophones se retrouvent au carrefour de nombreux enjeux sociaux, politiques et culturels.

Plusieurs de ces enjeux ont été discutés lors de la deuxième conférence internationale d'Égides qui s'est tenue du 6 au 9 novembre 2023 sous le thème **Les identités francophones : activismes, plaidoyers et intersectionnalités de nos communautés**. Alors que la première conférence internationale d'Égides, qui s'est tenue en 2021, visait à faire un état des lieux de la situation des personnes LGBTQI, à proposer des axes d'action clairs et à soutenir la société civile sur le terrain (Hamila, 2022), la deuxième édition se voulait davantage axée sur l'action dans un contexte de recrudescence des violences et d'atteintes à la sécurité des personnes issues des diversités sexuelles et de la pluralité des genres à l'échelle mondiale.

Un exemple marquant de cette recrudescence des violences est la multiplicité des manifestations anti-trans portées par le groupe « 1 Million March 4 Children » qui se sont déroulées dans plusieurs villes au Canada, presque en même temps que la deuxième conférence internationale d'Égides. D'ailleurs, simultanément, au Bénin, une polémique a éclaté autour de la question de l'homosexualité dans le programme scolaire d'éducation à la santé sexuelle en novembre 2023 (RFI, 2023). Ainsi, l'organisation même de cette activité a été mise en péril en raison d'enjeux de sécurité. En effet, la deuxième conférence internationale d'Égides devait initialement se tenir en octobre 2023 à Cotonou, au Bénin. Faisant face à de potentiels risques internationaux et ne pouvant garantir une sécurité maximale lors des déplacements à l'extérieur du pays et le bien-être des participant·e·s, les

organisateur·ice·s se sont résolu·e·s à l'organiser en ligne.

Face à l'urgence d'agir et s'appuyant sur les expériences et les expertises d'universitaires et militant·e·s issu·e·s de différentes régions francophones du monde et engagé·e·s dans la défense des droits humains et contre les discriminations à l'encontre des personnes LGBTQI, la deuxième conférence internationale d'Égides s'est donné cinq objectifs concrets :

1. **Traiter des enjeux actuels** des communautés LGBTQI au sein de l'espace francophone;
2. **Recueillir des données actualisées** qui viendront alimenter de futurs plaidoyers à destination des institutions publiques ou de guides de références pour la société civile;
3. **Suggérer et élaborer des outils** de mise en réseau, de renforcement des capacités et de mobilisation;
4. **Proposer des évènements** artistiques et culturels par des artistes LGBTQI
5. **Créer des espaces sécurisés** d'échanges pour les membres d'Égides.

Pour atteindre ces objectifs, la deuxième conférence internationale d'Égides s'est organisée autour de quatre thématiques élaborées par un conseil consultatif composé de membres du conseil d'administration, de membres d'Égides et de militant·e·s extérieur·e·s, voulant ainsi refléter la diversité des communautés LGBTQI.

La première thématique abordée était celle des solidarités transnationales et de la santé mentale des activistes LGBTQI. Bien que ces solidarités offrent des opportunités d'apprentissage et de soutien mutuel, elles posent également des défis en termes d'arrimage des stratégies locales avec les mouvements LGBTQI globaux. Il s'agissait par conséquent de réfléchir collaborativement à ces enjeux. Parallèlement, des enjeux de santé mentale

rencontrés par les activistes LGBTQI ont été examinés, tout en explorant des solutions pour y répondre, mettant ainsi en lumière ces questions. La décision de prioriser les solidarités transnationales et la santé mentale a été prise en réponse à l'annulation de la conférence en présentiel et à son report en ligne.

La deuxième thématique abordée est celle du plaidoyer. Comment composer avec les cadres classiques des plaidoyers? Trop souvent, les personnes concernées se retrouvent confrontées à des difficultés d'accessibilité à ces mécanismes par leur complexité administrative, des obstacles sociaux et politiques, la langue utilisée et la méconnaissance de ceux-ci. Il s'agissait dès lors de construire collaborativement des outils pratiques pour faciliter l'accès aux mécanismes de plaidoyer de nos communautés.

La troisième thématique abordée était celle des activismes. À travers cette thématique, il s'agissait de valoriser les cultures queers comme articulation du politique et de l'intime. Quand les expressions culturelles deviennent aussi des actions de plaidoyer au sein de nos communautés, l'art, sous toutes ses formes, est devenu un fer de lance pour les personnes concernées pour appuyer leurs revendications. Il s'agissait ainsi de comprendre comment cela se traduit sur le terrain et de valoriser les stratégies pour renforcer les activismes dans les territoires francophones

Enfin, la quatrième thématique abordée est celle des intersectionnalités que vivent les personnes LGBTQI francophones au sein de leurs territoires, sur la scène internationale et au sein même de nos communautés, qui sont des réalités qui renforcent les inégalités et les discriminations vécues par ces dernières. Au vu de ces intersectionnalités, il s'agissait alors de se demander comment unifier nos voix sans reproduire les mécanismes d'oppression

contre lesquels nos communautés luttent? Ou encore comment aborder ces réalités et les transformer en force?

Cette conférence faite avec, pour et par les personnes concernées, a été le lieu de vifs échanges et de riches discussions. **Le présent rapport a pour objectif principal de mettre en lumière ces échanges, afin de nourrir et poursuivre une discussion qui est non seulement nécessaire, mais également vitale pour la pérennisation de nos luttes à l'échelle mondiale.** Porté par la volonté d'action qui caractérisait la deuxième conférence internationale d'Égides, ce rapport se veut avant tout un outil à disposition des universitaires et des militant·e·s pour les appuyer dans leurs luttes pour les droits des personnes LGBTQI à travers la Francophonie. Pour ce faire, contrairement au rapport qui a été publié à la suite de la première conférence internationale d'Égides qui était présenté de manière chronologique afin de refléter le déroulement des trois jours de conférence, le présent rapport est présenté de manière thématique. Ainsi, au-delà de rapporter la richesse des échanges qui se sont déroulés pendant la conférence, le fait de les thématiser permet de proposer une analyse qui pourra servir de base à nos luttes en étant plus aisément mobilisée.

D'un point de vue méthodologique, toutes les interventions de la deuxième conférence internationale d'Égides ont été retranscrites, puis codées en utilisant le logiciel Nvivo. Cette démarche a permis d'identifier trois thématiques transversales aux quatre jours de la conférence qui constituent les trois principales sections de ce rapport : (1) État des lieux : les enjeux préoccupants les communautés LGBTQI francophones à travers le monde, (2) Les outils pour réfléchir de manière critique aux discriminations intersectionnelles rencontrées par les communautés francophones LGBTQI à travers le monde et enfin (3) Les actions pour la promotion et l'avancement des droits LGBTQI dans le monde

francophone : nouvelles stratégies de plaidoyer.

Nourri par les interventions des panélistes, le rapport porte une attention particulière à inscrire ces interventions dans les débats sociaux, politiques et théoriques plus larges afin de proposer une analyse qui dépasse le seul cadre de la conférence et ainsi explorer les défis spécifiques rencontrés par les communautés LGBTQI vivant dans différents contextes géographiques et socioculturels, tout en examinant les stratégies d'activisme déployées par celles-ci pour promouvoir les droits LGBTQI.

La première partie du rapport reviendra sur les différents facteurs qui contribuent à l'essor des mouvements anti-LGBTQI au cours des dernières années, notamment des discours haineux, des actes de violence dirigés contre les personnes LGBTQI, la régression des protections légales et l'augmentation des discriminations à leur égard, particulièrement envers les personnes trans. **La deuxième partie explorera les approches d'analyse**, comme l'approche décoloniale et les pensées féministes africaines, l'intersectionnalité et l'écoféminisme, qui favorisent une compréhension approfondie des spécificités des expériences des personnes LGBTQI à travers le monde, en particulier dans les pays du Sud. **Enfin, la troisième partie se penchera sur les différentes stratégies de plaidoyer** employées par les militant·e·s LGBTQI, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que l'art afin de contrer la montée des mouvements anti-LGBTQI.

1. État des lieux

1. État des lieux : enjeux préoccupants les communautés LGBTQI francophones à travers le monde

Dans cette section, trois aspects essentiels des défis actuels rencontrés par les communautés LGBTQI seront abordés, tels que présentés par les intervenant·e·s de la conférence d'Égides. Il y a tout d'abord la montée des mouvements anti-LGBTQI caractérisée par la propagation inquiétante des discours anti-genre par des mouvements nationaux et transnationaux, qui mettent en œuvre des stratégies pour promouvoir leurs discours discriminatoires. Ensuite, nous examinerons le manque de soins transaffirmatifs et de ressources adaptées aux divers besoins des communautés LGBTQI, mettant ainsi en lumière les lacunes dans les services de santé. Enfin, les obstacles persistants que les personnes trans doivent surmonter sur le marché du travail seront énoncés.

1.1 Recrudescence des mouvements anti-LGBTQI

La montée en force des mouvements anti-LGBTQI constitue un phénomène préoccupant qui transcende les frontières nationales et menace les acquis en matière de droits de la personne.

>

En effet, Senda Ben Jebara, activiste féministe queer, rapporte que les propagandes hostiles envers les communautés LGBTQI se répandent partout dans le monde et alimentent ainsi des discours de haine et de discrimination.

Un récent rapport de l'Association internationale européenne des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA) rapporte d'ailleurs que l'année 2022 a été la plus violente pour les personnes LGBTQI en Europe (Amnesty International, 2023). Cette montée se manifeste par un recul des droits des personnes LGBTQI dans des pays considérés progressistes, y compris au Canada et en France, ainsi que dans certains pays en Afrique qui avaient enregistré des progrès notables dans le domaine des droits LGBTQI. En effet, au Canada par exemple, Statistique Canada rapporte que les crimes haineux liés à l'orientation sexuelle ont quadruplé entre 2018 et 2022. D'ailleurs, Laurent Breault, directeur général de la Fondation Émergence et Coprésident d'Égides, relate également cette montée de l'hostilité anti-LGBTQI dans certaines provinces canadiennes qui étudient des projets de loi visant à restreindre l'accès aux soins pour les personnes trans (Côté, 2024). Au Ghana, où les relations sexuelles entre personnes du même genre sont interdites, les lois anti-LGBTI se durcissent davantage avec l'adoption récente d'un projet de loi imposant jusqu'à trois ans de prison pour les personnes s'identifiant comme LGBTQI et cinq ans pour la promotion d'une activité LGBTQI (Nunoo et Naadi, 2024).

Les États-Unis jouent d'ailleurs un rôle majeur dans la politique mondiale et contribuent à l'exportation des discours anti-genre., renforçant ainsi des mouvements régressifs et qui impactent directement les communautés LGBTQI marginalisées. Afin d'explicitier de manière plus approfondie ce phénomène transnational, Brett (2022) énonce dans un document politique que ce mouvement se compose de trois acteurs principaux : **1) les acteurs traditionnels tels que les institutions religieuses et les groupes de droite, 2) les « nouveaux acteurs » qui s'opposent à l'idéologie du genre, comprenant des organisations telles que Les manifs pour tous en France et 3) leurs allié·e·s parmi lesquels figurent entre autres des universitaires, des politicien·ne·s et des médias de masse.** Il est à noter que ces acteurs ne partagent pas les mêmes opinions sur certains enjeux, mais soutiennent toutefois cette opposition « à l'idéologie du genre » et la propagande qui y est associée.

En outre, ces acteurs, issus de mouvements nationaux et transnationaux, mettent en œuvre diverses stratégies et établissent un réseau international afin de s'opposer aux droits LGBTQI, notamment par l'introduction ou l'usage d'un langage « pro-famille » dans les traités internationaux, par la hiérarchisation des droits en donnant la priorité à la famille nucléaire, et en affirmant que le statut social des hommes est menacé (Brett, 2022; Sanders, 2018). Par ailleurs, les acteurs principaux de ces mouvements ne font pas nécessairement partie des instances gouvernementales, mais peuvent influencer la politique gouvernementale par le biais de pétitions et de réunions formelles (Brett, 2022; Denkovski et al., 2021). Finalement, ce mouvement utilise aussi une stratégie d'autovictimisation en se présentant comme une minorité réduite au silence par de puissants lobbies ou par la gauche, en dissimulant leurs convictions politiques et religieuses et leur

activisme conservateur (Paternotte et Kuhar, 2018).

Par ailleurs, l'hostilité directe des gouvernements envers les enjeux LGBTQI compromet gravement les droits fondamentaux des personnes LGBTQI. Selon certain·e·s panélistes, cette hostilité qui existe dans certains pays du Sud est souvent exacerbée par un sentiment « anti-occidental », où des gouvernements et des acteurs politiques perçoivent les questions liées aux orientations sexuelles et les identités de genre comme des importations étrangères ou inexistantes en dehors de l'Occident. Comme il a été expliqué par Joël Neubert, chef de la coopération Union européenne au Bénin, ce phénomène découle d'un profond sentiment d'insécurité culturelle et politique visant à protéger une certaine identité nationale face à l'influence occidentale et son impérialisme. Ce phénomène a notamment été observé en Tanzanie, où le gouverneur de Dar es Salaam, Paul Makonda, a lancé une campagne violente contre les personnes LGBTQI en formant un comité visant à les identifier et les arrêter (Seco, 2023). Les actions du gouverneur ont été justifiées par des discours anti-occidentaux, des discours ayant également été partagés en Ouganda et au Kenya (Seco, 2023). En conséquence, les droits des communautés LGBTQI sont en régression, ce qui souligne l'urgence d'une action collective pour défendre et protéger les droits fondamentaux de ces personnes.

Pour faire face à ces enjeux, une des stratégies mise de l'avant par Joël Neubert est d'engager un dialogue constructif avec les gouvernements et de renforcer les alliances internationales qui permettront de donner la voix aux pays du Sud et de mettre de l'avant les particularités des défis auxquels sont confrontées leurs communautés LGBTQI. En effet, il est primordial de tenir compte des conditions et des enjeux locaux afin de répondre aux besoins spécifiques des communautés LGBTQI locales.

D'autres, comme Patrick Awondo, anthropologue et sociologue, suggèrent de mettre en place des mesures visant à contrer ces tendances dangereuses grâce à un engagement soutenu de la part des organisations non gouvernementales et d'allié·e·s engagé·e·s pour les droits LGBTQI. Cela peut notamment se concrétiser par la création de coalitions permettant de partager des ressources et de coordonner des actions de soutien pour les communautés, tant au niveau local qu'à l'échelle mondiale. Par exemple, au Canada, des organismes LGBTQI locaux élaborent des plans de sécurité et d'urgence qui prennent en compte des enjeux spécifiques liés à l'« organisation de réunions et d'activités publiques, aux méthodes de communication, à la participation à des activités de sensibilisation du public » (CanSFE, 2021).

De manière générale, il semble crucial qu'aux niveaux national et international, des mesures concrètes soient prises pour protéger les communautés LGBTQI et combattre les discours et les actions discriminatoires. Cela passe notamment par « l'identification des lois, des projets de loi et politiques sur les droits humains » allant à l'encontre des droits des personnes LGBTQI des pays francophones ou autres pays (PNUD et PGA, 2022). Par exemple, certains changements progressifs permettent de protéger les personnes LGBTQI par l'intégration explicite de la dimension de l'orientation sexuelle et de genre dans la législation anti-discrimination, ce qui permet de garantir des droits égaux et de prévenir les discriminations dans divers domaines tels que l'emploi, le logement et l'accès aux services publics, même dans les contextes où l'homosexualité reste criminalisée (PNUD et PGA, 2022). De plus, la représentation des personnes LGBTQI dans les instances parlementaires est aussi une avancée significative. La présence de ces personnes aide à défendre et promouvoir les droits de leurs communautés assurant que leurs voix et leurs préoccupations soient entendues et prises en

compte (Action mondiale des parlementaires, 2022).

La réforme des secteurs de justice et de sécurité est aussi importante afin de réduire les biais et les comportements discriminatoires (Action mondiale des parlementaires, 2022). Il est à noter que dans certains cas, comme au Liban par exemple, des États restent passifs et n'adoptent pas de mesures significatives pour contrer les mouvements anti-LGBTQI (Amnesty International, 2024). En effet, le 23 août 2023, un groupe d'extrême droite au Liban a attaqué un bar LGBTQI lors d'un spectacle de Drag Queens, agressant les personnes présentes au bar et menaçant le propriétaire du bar en scandant des insultes homophobes. Des vidéos de cette attaque ont été d'ailleurs diffusées sur les réseaux sociaux. À la suite de cet événement, aucune sanction n'a été prise envers ce groupe, contribuant ainsi à un climat d'hostilité envers les communautés LGBTQI et permettant la persécution continue des personnes LGBTQI (Amnesty International, 2024).

Malgré cette situation alarmante, il convient toutefois de souligner que la situation est assez inégale d'un pays à l'autre, et que dans certains États, grâce à la mobilisation des personnes LGBTQI, des lois ont été adoptées pour permettre une meilleure protection face à la recrudescence des mouvements anti-LGBTQI, et favoriser l'inclusion, l'égalité et la tolérance. C'est le cas par exemple en Grèce et en Estonie qui ont adopté des lois légalisant le mariage entre les personnes de même sexe en 2024 (Erem, 2024). De plus, en France, tout comme au Canada et d'autres pays européens, les thérapies de conversion ont été interdites au courant des dernières années (Dagorn et Sikouk, 2023). Ces décisions ont été saluées par les activistes et les organisations locales qui militent pour les droits LGBTQI.

En somme, les personnes conférencières étaient unanimes quant à la gravité de la montée des mouvements anti-LGBTQI, qui constitue un

phénomène alarmant entraînant un recul des droits des personnes LGBTQI. En effet, la montée de ces mouvements à l'échelle internationale est particulièrement préoccupante, avec leur utilisation de diverses stratégies pour promouvoir le discours anti-genre. Pour répondre à ces enjeux, la mise en œuvre de mesures concrètes mentionnées précédemment facilitera l'élaboration de plans stratégiques par des organismes locaux ainsi qu'internationaux pour lutter contre les discriminations envers les personnes LGBTQI.

1.2 Manque de soins LGBTQI affirmatifs et de ressources LGBTQI

La pandémie a mis en lumière les inégalités en lien avec la santé et l'accès aux soins. Bien que davantage exposées à plusieurs enjeux de santé par rapport aux personnes hétérosexuelles – COVID-19 (Hamila et al., 2022), ITSS (Schumacher et al., 2022), dépendance (Chaiton et al., 2022) santé mentale (Hamila et al., 2022) – les personnes LGBTQI font face à de nombreux défis dans l'accès aux soins en Amérique du Nord, mais également ailleurs dans le monde. C'est notamment ce qui ressort de l'intervention de Solange A., militante féministe et panafricaniste, qui fait état de l'absence totale d'accessibilité aux hormones pour les personnes trans en Afrique de l'Ouest. À cela s'ajoute le manque de professionnel·le·s et de spécialistes qui s'intéressent ou travaillent sur les enjeux liés à la transidentité (Luvuno, Ncama et Mchunu, 2017). Cette lacune entrave considérablement la capacité des personnes trans à procéder à une transition médicale, soulignant ainsi un besoin pressant d'amélioration des politiques de santé et d'élargissement des ressources disponibles pour répondre aux besoins spécifiques et urgents de cette population. C'est ce que révèle une étude sur les expériences des professionnel·le·s de la santé en Afrique du Sud dans la prestation de soins

d'affirmation de genre (Spencer, Meer et Müller, 2017). L'absence de directives formelles sur les transitions médicales entraîne des conséquences pour les prestataires de soins et oblige les professionnel·le·s de la santé à se référer à des guides internationaux (Spencer, Meer et Müller, 2017). Cela conduit à des variations dans les soins dispensés d'un·e professionnel·le à l'autre (Spencer, Meer et Müller, 2017). Dans ce même ordre d'idées, une étude américaine portant sur les défis d'accessibilité à des soins transaffirmatifs rapporte des constats similaires (Bakko et Kattari, 2021). Elle soutient que les politiques et les pratiques de soins sont inadéquates pour garantir des résultats de soins positifs et inclusifs pour les personnes trans (Bakko et Kattari, 2021). D'ailleurs, aux États-Unis en 2023, plusieurs états tels que le Texas et la Floride ont interdit aux « médecins d'administrer des traitements hormonaux et chirurgicaux de transition de genre aux mineurs » (La Presse, 2023), restreignant ainsi les soins transaffirmatifs pour les jeunes. Par conséquent, l'accessibilité à des soins transaffirmatifs constitue un défi important dans divers pays et contextes sociaux, que ce soit dans les régions du Nord ou du Sud.

Pour remédier à cette situation, Solange A. propose d'établir des partenariats entre le Nord et le Sud afin de former des médecins dans des régions qui offrent moins de services aux personnes trans. En effet, elle suggère l'établissement de « partenariats entre le Nord et le Sud dans le cadre des relations d'Égides pour tisser des liens entre le Canada et la France pour se servir des connaissances de la communauté alliée pour former ces médecins dans des endroits moins bien desservis. Donc, soit de former des gens localement ou bien travailler de concert avec les spécialistes du Nord ». Cela met ainsi en évidence l'importance de dispenser une formation locale ou de collaborer avec des spécialistes en transidentité.

Au-delà des défis liés aux soins d'affirmation de

genre, un défi majeur est la difficulté d'accès à des soins de base pour la santé physique et mentale des personnes LGBTQI. En effet, selon l'étude Kassing et al., (2021), les personnes LGBTQI continuent de faire face à des disparités significatives en matière de santé physique et mentale en raison de divers facteurs, notamment le manque d'accès aux soins de santé et à la couverture d'assurance, souvent dus à la stigmatisation et la discrimination (McKay, 2011). Cette stigmatisation et discrimination se manifestent également dans les établissements de soins de santé, où l'on voit qu'un manque de connaissances sur les réalités des personnes LGBTQI par les professionnel·le·s, entraîne un manque de soins adéquats (Ramsey et al., 2022). Qui plus est, cette disparité en matière de soins de santé s'est aggravée pendant et après la période de la pandémie COVID-19 (Chaiton et al., 2022).

Cette réalité est particulièrement exacerbée pour les personnes trans dans la mesure où certain·e·s spécialistes refusent de les accompagner ou de travailler sur des questions liées à la transidentité, ce qui crée un environnement hostile et discriminatoire pour celles qui cherchent à obtenir de l'aide médicale. En effet, les études sur l'accès à des soins de santé adéquats et respectueux de la dignité des personnes trans soulignent ce constat, ainsi que d'autres formes de microagressions rencontrées par ces personnes dans le domaine de la santé, telles que le mégenrage ou la pose de questions intrusives et inutiles sur leur identité de genre (Carlström, Ek et Gabrielsson, 2021; Drabish et Theeke, 2022; Hibbert et al., 2018).

1.3 Défis à l'emploi pour les personnes trans

Un autre domaine dans lequel les personnes LGBTQI font face à de nombreux défis est celui de l'emploi. Solange A. souligne que l'insertion professionnelle est particulièrement ardue pour les personnes trans en raison des défis liés à leur transition. Par exemple, la difficulté ou l'absence de possibilité d'un changement de la mention de sexe sur les documents d'identité complique l'accès au marché du travail pour les personnes trans, qui sont donc discriminées lors du processus d'embauche (Malo, 2018). Parallèlement, sur le lieu de travail, elles sont fréquemment confrontées à la transphobie, se traduisant par du harcèlement et des actes de maltraitance (Malo, 2018). Qui plus est, les études démontrent que les entreprises ne tiennent pas adéquatement compte des réalités des personnes issues de la pluralité des genres au sein de leur environnement organisationnel, ce qui entraîne diverses formes de discrimination à leur égard (Köllen, 2019; Ladwig, 2023). Bien que nous sachions que ces défis existent, ils restent très peu documentés. C'est ce qui ressort de l'étude de Robin C. Ladwig (2023) qui rapporte que les obstacles rencontrés par les personnes trans en contexte de travail ainsi que leurs expériences de travail et leur inclusion sont largement encore méconnus. Or, il est nécessaire de développer plus de données dans ce domaine, car les défis d'accès à l'emploi contraignent, en règle générale, les personnes trans à recourir à des moyens de subsistance précaires, comme le travail du sexe, pour subvenir à leurs besoins financiers (Scheim, et al., 2023). Cela les expose aussi à des risques accrus de violence et de marginalisation économique (Scheim, et al., 2023).

En définitive, il est clair que la recrudescence et la montée des mouvements anti-LGBTQI représentent une source de préoccupation importante, entraînant un recul des droits dans des pays dits progressistes et une augmentation des défis auxquels sont confrontées les personnes LGBTQI. De plus, le manque de soins affirmatifs et de ressources LGBTQI ainsi que les obstacles persistants sur le marché du travail pour les personnes trans viennent renforcer ces défis.

Par conséquent, ces réalités soulignent l'urgence d'une réflexion approfondie sur les enjeux de marginalisation rencontrés par les communautés LGBTQI. La prochaine section examinera donc les outils et les perspectives analytiques nécessaires pour aborder de façon critique les discriminations intersectionnelles qui affectent nos communautés et auxquelles sont confrontées les personnes LGBTQI.

2. Outils pour réfléchir

2. Outils pour réfléchir de manière critique aux discriminations intersectionnelles rencontrées par les communautés francophones LGBTQI à travers le monde

Afin de lutter de façon efficace contre les discriminations anti-LGBTQI, plusieurs outils analytiques ont été proposés et développés lors des présentations de la conférence d'Égides, soit l'approche décoloniale et les pensées féministes africaines, l'intersectionnalité et l'écoféminisme. Ces approches apportent une plus-value en offrant une compréhension plus nuancée et globale des oppressions multiples et entrecroisées que subissent les personnes LGBTQI. En effet, l'approche décoloniale permet de déconstruire des héritages coloniaux qui perpétuent des inégalités, tandis que l'intersectionnalité met en lumière les interactions complexes entre différentes formes de discrimination vécues par les personnes marginalisées. L'écoféminisme, quant à lui, relie les questions de genre et de sexualité

à celle de l'environnement, offrant ainsi une perspective holistique indispensable pour une justice inclusive. Ces approches seront présentées plus en détail dans la présente section.

2.1 Approche décoloniale et pensées féministes africaines

Courant de pensée originaire du Sud global (Ali et Dayan-Herzbrun, 2017), l'approche décoloniale favorise une réappropriation de l'histoire et de la culture d'un pays par le biais d'un processus de redécouverte et de valorisation de ses racines.

Toutefois, dans des contextes où l'empreinte coloniale a profondément influencé et façonné des structures sociales et des mentalités, une démarche de solidarité transnationale peut s'avérer un défi important de peur de perpétuer l'effacement de l'histoire et des normes culturelles du pays. En effet, en raison du colonialisme et de ses effets, une méconnaissance des contextes sociaux différents et pluriels subsiste et rend difficile la compréhension des luttes des groupes LGBTQI en contexte africain. Par exemple, une dimension particulièrement complexe réside dans la reconnaissance et l'inclusion des diverses identités LGBTQI. Afin de parvenir à une solidarité transnationale inclusive, Solange A. évoque qu'il est impératif de considérer et d'inclure les diversités sexuelles et la pluralité des genres qui existent en Afrique en dehors des appellations comme LGBTQI, tout en luttant foncièrement contre les préjugés et les discriminations qui les affectent. Parallèlement, dans une perspective décoloniale, il est nécessaire de reconnaître la diversité des réalités individuelles en « les plaçant à égalité » plutôt que de privilégier un universalisme identitaire influencé par le Nord (Ali et Dayan-Herzbrun, 2017).

L'établissement de termes universels abstraits pour définir des identités est ainsi sujet à critique comme cet exercice risque fortement d'exclure certaines identités en contexte africain.

Dans cette même lignée, Michaël Arnaud, directeur général d'Égides, souligne dans son intervention que **le modèle de coopération internationale reste souvent et encore teinté d'une approche coloniale qui ne répond pas forcément aux besoins spécifiques des organisations LGBTQI en contexte africain**. Dans une optique décoloniale, il est important de rappeler l'importance d'adopter une perspective qui reconnaît que « tout savoir est situé » et de s'interroger sur les relations de pouvoir dans lesquelles le savoir s'inscrit et est enraciné (Ali et Dayan-Herzbrun, 2017). Ainsi, par respect des prémisses de l'approche décoloniale, Michaël Arnaud met de l'avant la nécessité de « briser ce sentiment de supériorité injustifié » et de promouvoir des collaborations plus égalitaires et respectueuses des réalités sociales en contexte africain.

Par ailleurs, la précarité des mouvements décoloniaux, dus à des défis politiques, sociaux et économiques, constitue un obstacle supplémentaire pouvant compromettre la continuité des initiatives militantes. Pour surmonter certains de ces enjeux, la langue française comme outil commun de mobilisation offre un espace de communication et de partage important permettant de renforcer les liens entre les actrices engagé·e·s et militant·e·s et d'assurer la pérennité des mouvements décoloniaux.

En définitive, l'approche décoloniale se révèle être un outil critique essentiel pour réfléchir sur les défis inhérents aux luttes LGBTQI en contexte africain.

Comme cadre d'analyse, elle permet de comprendre comment les normes et les discours du Nord sur les identités LGBTQI ont été imposés aux pays du Sud, marginalisant ainsi les identités LGBTQI autochtones et non occidentales.

Parallèlement, comme souligné par Olivia Shola, féministe queer béninoise et Coprésidente d'Égides, **les pensées féministes africaines mettent de l'avant les expériences vécues par les femmes africaines ainsi que leurs combats pour l'égalité des genres et la reconnaissance de leurs droits, sans se positionner en opposition aux hommes**. Ces pensées féministes embrassent une perspective inclusive qui reconnaît la contribution des femmes dans la société, une contribution qui a été longtemps ignorée ou minimisée. Parallèlement, le discours féministe africain n'hésite pas à dénoncer la subordination des femmes qui résultent de la domination coloniale et du patriarcat en mettant en lumière les conséquences directes de cette subordination sur les femmes (Mianda, 2021).

Dans cette même lignée, Louz, étudiante au doctorat en études littéraires et dont les recherches s'inscrivent dans les études féministes et décoloniales, explique que **le féminisme africain remet en question les conceptions essentialistes de la féminité en soulignant que l'identité d'une femme ne se réduit pas à des aspects biologiques**, mais est plutôt façonnée par une multitude de facteurs sociaux, culturels et politiques. Ce féminisme est ainsi un mouvement collectif qui reconnaît la diversité des femmes et qui lutte contre les injustices et les inégalités auxquelles elles font face. Par ailleurs, Louz énonce aussi que ce féminisme permet de réfléchir sur les questions sociales afin de pouvoir enrichir la vie collective des femmes. En brisant les codes et les normes sociétales qui entravent l'épanouissement des femmes, le féminisme africain cherche à mettre fin à la reproduction du système patriarcal et colonial imposé, favorisant ainsi un environnement où chacun·e peut s'épanouir pleinement. En définitive, ce féminisme offre une réflexion profonde et contextuelle sur les enjeux sociaux de discrimination, de colonialisme et de sexisme.

L'impérialisme occidental est également un défi dans la pérennité du féminisme africain et de l'approche décoloniale qui ne tient pas compte des réalités locales et des luttes spécifiques aux femmes africaines, tout en continuant d'imposer une domination des normes culturelles. Comme cité dans Mianda (2021), « le féminisme a un écho fort négatif en Afrique parce qu'il a été associé aux Occidentales et à l'impérialisme culturel ». Qui plus est, l'impérialisme a imposé une dichotomie hiérarchique des genres enracinée dans les structures familiales en favorisant les hommes aux dépens des femmes et l'hétérosexualité à l'homosexualité (Dayan-Herzbrun, 2021).

Pour continuer, les enjeux liés aux pensées féministes africaines reflètent une série de défis complexes qui influent les mouvements féministes sur le continent. D'une part, il y a l'invisibilisation des femmes africaines dans les mouvements féministes du Nord, et d'autre part, il y a le blanchiment des mouvements LGBTQI au sein des luttes féministes. Les réalités spécifiques des personnes africaines LGBTQI sont ainsi occultées. Ce phénomène est exacerbé par la perception que les réalités LGBTQI ne touchent que les personnes du Nord (Pindi, 2020) et par un clivage persistant entre les mouvements féministes souvent fragmentés par la diversité des religions et des cultures à travers le continent africain. En effet, certains mouvements féministes écartent les questions LGBTQI de leur agenda politique en arguant que la sexualité africaine traditionnelle est exclusivement hétérosexuelle, soutenant leurs positions par des arguments religieux et patriarcaux (Pindi, 2020). En définitive, ces mouvements féministes doivent plutôt repenser la culture africaine et ses particularités comme étant dynamiques et non statiques (Pindi, 2020). Le féminisme africain et décolonial, mis de l'avant lors de la Conférence d'Égides par les panélistes, reconnaît plutôt l'importance d'adopter une approche intersectionnelle et inclusive afin

de remettre en question l'hétéronormativité qui invisibilise les expériences des personnes LGBTQI africaines.

Finalement, Le Vieux, personne intervenante lors de la Conférence, ajoute qu'il est crucial d'augmenter la visibilité des mouvements féministes en Afrique, et de prioriser l'éducation et la formation d'une élite intellectuelle féministe, ainsi que la sensibilisation sur les enjeux de genre.

L'approche décoloniale et féministe africaine en action: la solidarité transnationale inclusive

Au-delà des frontières nationales, les principes de solidarités sont fondamentaux pour la transformation des structures sociales et pour apporter des changements concrets et durables, tels que l'éradication des rapports de pouvoir. En effet, certaines tentatives d'échanges et de dialogues entre divers acteurs sociaux, comme des organisations ou des gouvernements, se révèlent ardues lorsque les conditions d'échange sont imposées ou fortement influencées par les pays du Nord sans tenir compte des particularités des contextes des pays du Sud. Une solidarité plus inclusive et sensible pourrait émerger grâce à des partenariats et des collaborations avec des organisations et des institutions locales, implantées dans les pays du Sud et dotées d'une compréhension approfondie des réalités locales. En outre, le financement de ces organisations revêt une importance capitale pour favoriser leur développement économique et atteindre leurs objectifs de lutte contre les discriminations LGBTQI. Renforcer ces organisations permettrait la reconnaissance et la valorisation des savoirs locaux des pays du Sud ainsi que leur autonomisation dans un esprit de solidarité plutôt que d'ethnocentrisme. Tel que soulevé par Hicham Tahir, auteur et journaliste, « Aujourd'hui, le Sud n'accepte plus le positionnement de pouvoir du

Nord. Le Nord a compris qu'il n'y avait pas de positionnement de pouvoir à avoir sur le Sud ».

Par ailleurs, pour contrer ces défis liés aux résistances au féminisme, il va de soi qu'il est essentiel de sensibiliser et de redéfinir les paradigmes épistémologiques dominés par les savoirs du Nord afin de mettre de l'avant et valoriser les savoirs locaux et les voix des femmes africaines. De plus, en ce qui a trait plus particulièrement aux enjeux LGBTQI, Louz évoque la nécessité de créer des espaces inclusifs pour le féminisme queer africain en reconnaissant que les normes hétéronormatives ne peuvent pas suffire à libérer ou améliorer les droits des femmes, car il est important de reconnaître la pluralité des réalités des femmes.

Exemples d'ouvrages et initiatives offrant des perspectives décoloniales et féministes africaines

Plusieurs ouvrages influents ont contribué à enrichir les perspectives décoloniales et féministes africaines en offrant des analyses critiques et des alternatives aux paradigmes dominants. Parmi eux, les panélistes ont proposé le travail de Sarah R. Farris, sociologue marxiste, qui a forgé le concept de « féminationnalisme » qui met de l'avant l'instrumentalisation impérialiste d'un discours soi-disant féministe à des fins racistes.

D'autre part, l'œuvre de Catherine Acholunu, publiée en 1995, qui propose une perspective afrocentrique des luttes féministes, est également suggérée. Catherine Acholunu souligne l'importance de trouver une alternative au féminisme occidental afin de reconnaître les réalités des femmes africaines et leurs spécificités. Son travail encourage ainsi à une réflexion critique du féminisme occidental dominant. Ces ouvrages encouragent aussi à établir des ponts entre les différents continents pour favoriser une compréhension riche et globale des défis auxquels

les femmes africaines et leurs allié·e·s sont confronté·e·s.

2.2 Intersectionnalité

La théorie de l'intersectionnalité a émergé en 1989 grâce aux travaux de Kimberly Crenshaw, juriste et militante des droits civils. Son objectif était de mettre en lumière les particularités et l'intersection des oppressions raciales et sexistes subies par les femmes afro-américaines aux États-Unis, ainsi que de révéler les axes d'oppression invisibles. Cette théorie permet effectivement de révéler les subtilités des expériences d'oppression intersectionnelle vécues par les personnes appartenant à plusieurs groupes sociaux marginalisés (Crenshaw, 2005). Par ailleurs, l'intersectionnalité permet aussi de mettre l'accent sur la manière dont les structures sociales contribuent à renforcer et à perpétuer les inégalités intersectionnelles, telles que les politiques en matière d'emploi ou de logement (Crenshaw, 2005).

Marianne Chbat, sociologue et coordonnatrice principale de la Clinique Mauve à Montréal, souligne que l'intersectionnalité est un « outil conceptuel puissant pour mieux comprendre les expériences complexes de marginalisation ». **En effet, l'intersectionnalité permet de bien comprendre la complexité du pouvoir et des oppressions et d'analyser les inégalités sociales de façon imbriquée et interreliée et non comme des entités séparées.** Marianne Chbat résume la théorie de l'intersectionnalité comme étant une « praxis politique tournée vers la justice sociale ».

Pour continuer, la théorie de l'intersectionnalité présente plusieurs enjeux importants qu'il faut reconnaître. En premier lieu, il peut être facile d'homogénéiser les expériences d'oppression rencontrées par les personnes issues des mêmes groupes sociaux. En effet, Marianne Chbat et Camille Ben mettent de l'avant que chaque individu

est affecté de façon unique et distincte par une multitude de facteurs sociaux et il est impératif de ne pas généraliser de façon simpliste les expériences des gens par l'identification constante d'éléments homogènes à ces vécus.

Cependant, ce défi pose également une difficulté dans **l'établissement de luttes communes en raison de la pluralité et diversité des expériences et de leur complexité.** Ce défi est d'ailleurs évoqué dans l'ouvrage Les langages de l'intersectionnalité d'Éric Fassin (2015) qui rapporte la difficulté de « penser la manière dont s'articulent ces logiques. Autrement dit, passer de la pluralité à la complexité ». Ce travail devient par conséquent ardu. De plus, ce type de défi peut entraîner une hiérarchisation des luttes et une polarisation des combats. Il est ainsi indispensable de prendre en considération ces défis spécifiques afin de comprendre et de lutter de façon efficiente aux enjeux d'oppression.

Marianne Chbat rapporte un autre enjeu majeur de l'intersectionnalité qui réside dans l'instrumentalisation du concept par des bailleurs de fonds. En effet, bien que de bonne volonté, certains bailleurs de fonds distribuent des fonds à des groupes de personnes qui ne sont pas véritablement concernées par des enjeux intersectionnels et le concept d'intersectionnalité est ainsi mécompris. La réelle destination ou affectation de ces financements est par conséquent questionnable. Dès lors, il est crucial d'entreprendre un travail de vulgarisation lors des demandes de subventions, tout en réitérant à nouveau la pertinence de s'attaquer aux enjeux d'oppression intersectionnels qui sont souvent invisibilisés. **En réalisant des efforts de vulgarisation, il est aussi important d'expliquer l'intersectionnalité, spécialement pour les personnes réticentes** qui associent à cet outil analytique des caractéristiques partiales.

En outre, un autre défi souvent rapporté en contexte universitaire et militant est le blanchiment de l'intersectionnalité. En effet, tel qu'il est expliqué par Bilge (2015), le blanchiment de l'intersectionnalité fait « référence à un ensemble de discours et de pratiques qui évacuent la pensée critique raciale de l'appareillage actuel de l'intersectionnalité » et qui cherche à dépolitiser l'intersectionnalité en écartant « les productrices du savoir racialisées ». Il est ainsi impératif d'évoquer continuellement que ce concept tire ses origines des revendications et de l'activisme du Black feminism et qu'il ne faut surtout pas déraciner l'intersectionnalité de ses racines politiques et militantes.

Comme il est évoqué par Marianne Chbat, en ce qui a trait à l'opérationnalisation de l'intersectionnalité, elle possède une complexité analytique et un défi de légitimité du point de vue scientifique. En effet, elle fait l'objet de remise en question quant à son utilité au niveau pratique comme les expériences de marginalisation des individus restent malgré tout uniques même si elles ont certaines similarités. Selon les observations de Camille Ben, statisticien·ne et activiste, elle est souvent réduite à une simple approche à la mode, alors qu'elle est bien plus que cela comme elle est applicable dans la vie quotidienne et qu'elle possède un impact profond sur le vécu des personnes marginalisées.

L'approche intersectionnelle en action: les alliances communautaires pour la justice sociale

Plutôt que de seulement reconnaître les intersections entre différentes formes d'oppression ou marginalisation, l'intersectionnalité, en tant que praxis, permet de les d'intégrer de façon concrète dans les actions et les luttes sociales (Bilge, 2015). En effet, travailler en solidarité avec d'autres groupes ou communautés LGBTQI permet de créer des alliances communes intersectionnelles. Cette approche favorise ainsi une compréhension plus

approfondie des enjeux divers et renforce l'efficacité des mouvements d'activisme en unissant leurs forces contre les injustices LGBTQI.

L'intersectionnalité comme stratégie autoréflexive permet également de développer l'empathie chez les individus et de réfléchir sur ses privilèges sociaux.

Camille Ben définit l'intersectionnalité telle que suit : « L'intersectionnalité, c'est l'empathie. C'est écouter et aussi comprendre qu'on ne sait pas tout et qu'on peut parfois se tromper. Et parfois il est important de se taire et d'écouter ». Camille Ben souligne que cet outil analytique incarne aussi l'empathie en nous encourageant à développer une certaine sensibilité pour comprendre les réalités diverses et complexes des individus marginalisés. En effet, engager des discussions constructives avec des personnes de différents milieux sociaux permet entre autres d'entendre leur perspective et de s'informer sur les concepts de privilège, d'oppression et d'inégalité sociale. À cet égard, une étude canadienne sur les expériences intersectionnelles de discriminations vécues par les personnes LGBTQI souligne que l'empathie est socialement nécessaire à la compréhension contextuelle des enjeux d'oppression et à la responsabilité sociale fondée sur la justice (Angeles et Robertson, 2020). Tout compte fait, pour que l'intersectionnalité devienne une praxis efficace, il est indispensable de la rendre accessible à toutes, en la vulgarisant pour une meilleure compréhension et intégration dans les pratiques et les politiques d'inclusion sociale. Cette approche permettra de reconnaître les multiples réalités LGBTQI souvent passées sous silence.

Exemples d'ouvrages et initiatives offrant une perspective intersectionnelle

Plusieurs exemples d'ouvrages et d'initiatives sur les réseaux sociaux permettent d'explicitier en détail la théorie de l'intersectionnalité. Camille Ben évoque les travaux d'Assia Djébar, qui à travers ses écrits, dénonce les discriminations intersectionnelles

rencontrées par les femmes algériennes, telles que le sexisme et les conséquences du colonialisme sur leur vécu. Aussi des initiatives comme le podcast « Kiff ta race » et les comptes Instagram « Personnes Racisées Vs Grindr » et « Préparez-vous pour la bagarre » illustrent des réalités intersectionnelles avec des exemples concrets. Ces plateformes offrent ainsi la discussion et la sensibilisation sur ces enjeux. Finalement, Marianne Chbat met de l'avant les ouvrages de Kimberlé Crenshaw qui continuent de jouer un rôle crucial dans la diffusion et la compréhension de l'intersectionnalité.

2.3 Écoféminisme

Tel que défini par Jules Falquet, professeure de philosophie à l'Université Paris 8 en France, « **l'écoféminisme est un mode de vie qui prône les personnes et la Terre** » et qui va au-delà des préoccupations environnementales pour embrasser un mode de vie qui reconnaît la relation d'interdépendance entre les humains et leur environnement. Jules Falquet rapporte aussi que l'écoféminisme prend naissance « dans les luttes contre les catastrophes nucléaires et les catastrophes industrielles ».

L'écoféminisme critique également l'assimilation des femmes, de la nature et des peuples colonisés en remettant en question les structures de pouvoir et d'exploitation. En effet, comme rapporté par Molinier (2023), « la nature est assujettie au patriarcat colonisateur comme le sont les femmes, elles-mêmes identifiées à la nature ». Ainsi, les écoféministes luttent contre la colonisation et le patriarcat ainsi que contre leurs effets collatéraux sur l'environnement et les femmes. L'écoféminisme adopte de surcroît le principe du droit des générations futures en reconnaissant la nécessité de préserver les ressources naturelles et l'écologie tout en appelant à une transformation importante des

structures de pouvoir et des modes de vie.

Ce courant féministe est confronté à une série d'enjeux exacerbés par la crise climatique, les guerres et les conflits armés. En effet, en ce qui a trait aux changements climatiques, ils accentuent les inégalités sociales de façon disproportionnée. Jules Falquet rapporte à cet effet que les populations qui dépendent le moins de ressources non renouvelables sont celles qui payent davantage le prix des conséquences de la destruction de la nature. Catherine Larrère (2022) souligne d'ailleurs dans son ouvrage que « la crise environnementale (climat, biodiversité) touche plus fortement les plus pauvres et les plus vulnérables : des inégalités qu'ignorent trop souvent les promoteurs de politiques publiques écologiques en ne se préoccupant pas des effets sociaux de ces mesures, ce qui revient à se décharger, sur les moins favorisés, du fardeau environnemental ». Dans ce contexte, l'écoféminisme souligne l'importance fondamentale d'un environnement sain et d'une justice environnementale pour l'épanouissement des individus vulnérables.

Les disparités dans la répartition de la richesse entre les pays du Nord et du Sud soulèvent aussi des défis importants qui mettent en lumière

les tensions palpables résultant du capitalisme mondial. En effet, les revendications des peuples autochtones pour la démarcation de leurs terres reflètent une lutte continue pour la préservation de leurs modes de vie traditionnels et leurs territoires face à l'exploitation recrudescende de leurs ressources. Comme il est relaté par Burgart (2016) dans l'ouvrage Réparer les inégalités?, l'écoféminisme reconnaît que « le Nord n'a pas pu et ne peut continuer à se développer qu'en sous-développant le Sud et en appauvrissant l'environnement ». Il devient ainsi plus difficile de s'engager dans des mouvements de luttes comme l'écoféminisme lorsque des groupes exploités et concernés par ces enjeux doivent

trouver des moyens de subsistance. Il est d'ailleurs plus complexe de travailler sur l'amélioration et la progression de l'écoféminisme dans des conditions laborieuses.

Dans ce même ordre d'idées, en ce qui a trait aux personnes LGBTQI, Katlego Kai Kolanyane-Kesupile, architecte culturelle internationale, et Cy Lecerf Maulpoix, journaliste et chercheur indépendant, soulignent que l'écoféminisme met en évidence l'incidence du capitalisme sur ces individus qui subissent également l'effritement et l'exploitation de leur vie au profit d'une économie de marché. Par exemple, il est courant d'observer, dans certains contextes sociaux ou pays, des messages découlant du « pinkwashing » qui véhiculent une fausse perception d'ouverture et de tolérance envers les personnes LGBTQI à des fins touristiques.

Tout compte fait, pour faire face à certains de ces défis pour un monde plus juste et durable, les écoféministes de différents contextes sociaux vont chercher à bâtir des ponts avec d'autres pays grâce à l'utilisation des plateformes numériques pour des collaborations sensibles et solidaires.

Travaux concrets sur l'écoféminisme

Des figures importantes telles qu'Edward Carpenter ont permis de mettre en évidence la lutte contre la colonisation et l'industrialisation de leur époque en posant les fondements de l'écoféminisme actuel. En effet, l'écoféminisme établit des liens entre les colonisations passées et celles actuelles en soulignant l'avidité en ressources et l'exploitation des ressources premières comme conséquences. Jules Falquet évoque aussi Maria Mies et Vandana Shiva comme des pionnières importantes de l'écoféminisme grâce à leurs travaux et leurs ouvrages qui ont contribué à la conscientisation des liens entre le patriarcat et la destruction de l'environnement. Par ailleurs, à ceux-ci s'ajoutent aussi les travaux de Greta Gaard qui présente

l'intersection entre l'écoféminisme et les théories queer en offrant de nouvelles perspectives critiques de l'hétérosexisme et de ses conséquences. Comme souligné par Cy Lecerf Maulpoix, les travaux de Greta Gaard « invitent les scientifiques et les acteurs du monde queer à contribuer au dialogue » sur l'écoféminisme.

En somme, ces outils analytiques constituent des cadres essentiels pour mieux comprendre les structures d'oppression et leurs spécificités. En intégrant ces cadres d'analyse intersectionnels dans leurs actions et leurs stratégies de plaidoyer, les mouvements LGBTQI peuvent renforcer leur efficacité dans leur quête de justice sociale.

3. Actions & stratégies

2. Outils pour réfléchir

3.Actions pour la promotion et l'avancement des droits LGBTQI dans le monde francophone : nouvelles stratégies de plaidoyer

Dans la présente section, plusieurs stratégies de plaidoyer seront explorées, notamment le plaidoyer à l'ère numérique et l'usage des nouvelles technologies de l'information et de communication, qui offrent des moyens innovants pour sensibiliser et mobiliser un large public sur les enjeux LGBTQI. L'artivisme sera également abordé, qui est une forme d'activisme utilisant l'art pour susciter des émotions, sensibiliser aux réalités LGBTQI et promouvoir des changements sociaux ou politiques. Ces stratégies complémentaires permettent de lutter contre les formes d'oppression vécues par les personnes LGBTQI.

3.1 Plaidoyer à l'ère numérique et usage des NTIC

Les actions de plaidoyer à l'ère numérique ont connu une évolution marquante depuis des dizaines d'années et offrent plusieurs bénéfices significatifs. En effet, l'activisme en ligne favorise la création d'une identité collective, l'utilisation de la communication pour la résolution de problèmes ainsi que l'action collective pour répondre aux

enjeux d'oppression (Oz et al., 2023). Dans cette même lignée, comme il est rapporté par Mylène de Repentigny-Corbeil, présidente et directrice générale de Les 3 sex*, cette forme d'action pour la défense des droits permet de rejoindre une large étendue de personnes en créant des solidarités en ligne, mais également, en sensibilisant un vaste public à l'aide d'un contenu numérique engageant. Elle rappelle notamment que la vulgarisation de contenu permet de rejoindre un plus large public cible n'ayant pas de connaissances préalables sur certains enjeux concernant les communautés LGBTQI. À travers la démocratisation des informations, l'engagement et la participation de ce même public seront plus apparents au fur et à mesure que leur niveau de compréhension des enjeux présentés sera plus élevé. Il est aussi possible d'utiliser des plateformes de vidéo ou d'animation qui permettront de vulgariser et d'adapter son contenu.

Des espaces de communication et d'échanges sont d'ailleurs une stratégie efficace pour la création de réseaux de soutien. En effet, les résultats d'une étude américaine menée par Schamitx et al., (2022) mettent en évidence que la création de réseaux de soutien sur des plateformes en ligne d'activistes queer favorise la discussion sur la résilience et la fierté. Les plateformes numériques permettent le réseautage et renforcent aussi la collaboration entre les défenseur·e·s de droits partout à travers le monde. D'ailleurs, en Égypte, des activistes LGBTQI ont défié la répression politique grâce à l'utilisation des réseaux sociaux pour socialiser entre eux (Acconcia et al., 2024).

Qui plus est, les technologies de l'information et de la communication permettent aussi le transfert de ressources, soit l'échange ou le partage de ressources financières et/ou matérielles entre des groupes via des plateformes en ligne. Cela se manifeste notamment à travers des collectes de fonds participatives où une grande quantité de

personnes contribuent financièrement à un projet ou une cause par le biais de ces mêmes plateformes. Par exemple, des réseaux d'entraide en ligne, appelés « Mutual Aids » en anglais, permettent aux personnes LGBTQI d'accéder à des ressources et à un soutien financier. On peut notamment nommer le Guardians of Equality Movement en Syrie, qui a pour mission de répondre aux besoins des personnes syriennes LGBTQI, ou Waves Ahead à Puerto Rico, qui travaille avec les groupes marginalisés LGBTQI du pays (Global Giving, 2024; Méndez, 2023). Ces projets sont ainsi financés par des collectes de fonds en ligne.

Néanmoins, il subsiste plusieurs défis importants liés aux NTIC utilisées pour le plaidoyer.

Les plateformes numériques ne sont pas épargnées de la désinformation en ligne et des discours de haine envers les personnes LGBTQI. Comme soulevé par Yuri Guaiana, chargé de campagnes sénior chez All Out, ces fausses nouvelles ou informations discréditent les messages publiés par les défenseur·e·s des droits humains et les mettent également à risque d'être traqué·e·s et persécuté·e·s par des pays autoritaires. D'ailleurs, des filtres algorithmiques de certains gouvernements peuvent limiter la visibilité de contenus numériques produits par des activistes LGBTQI. Les personnes utilisatrices de plateformes doivent ainsi mettre en place des stratégies créatives pour contrer ces mêmes filtres et accéder aux contenus des activistes, telles que l'utilisation de réseaux privés virtuels (VPN), le partage de contenus via des canaux alternatifs ou encore l'utilisation de mots-clés pour détourner la détection algorithmique. De surcroît, Yuri Guaiana rapporte que l'accès inégal aux nouvelles technologies ou à l'Internet partout dans le monde est un autre obstacle important dans la praticabilité du plaidoyer en ligne.

Par ailleurs, l'utilisation du numérique à des fins d'activisme peut également mettre des activistes LGBTQI dans des situations risquées, que ce soit

pour eux ou les membres de leur famille. En effet, une étude américaine qui a été menée en Turquie auprès de 20 activistes LGBTQI évoque le risque d'être poursuivi·e par le gouvernement turc qui dispose d'un système de surveillance pour signaler les activités en ligne jugées suspectes (Oz et al., 2023). De plus, la localisation des activistes peut être retrouvée via leur adresse IP en ligne, exposant aussi leurs familles à des risques de représailles (Oz et al., 2023). Ces défis divers entraînent ainsi de l'épuisement chez certain·e·s qui rapportent plus de conséquences négatives que de bénéfiques à cet activisme en ligne (Oz et al., 2023).

3.2 Artivisme

Tel que défini par Jean-Claude Pongault Elongo, activiste pour les droits des minorités sexuelles et de genre, l'artivisme est « la rencontre entre l'activisme et l'art » par la création d'œuvres d'art qui communiquent des messages politiques et sociaux. Pour certain·e·s militant·e·s, l'artivisme est un activisme « doux » où ils n'ont pas besoin d'être à l'avant-plan. Aussi, comme le souligne Isabelle Arvers, artiste et curatrice française, grâce à l'artivisme, il est possible de faire passer des messages créatifs qui étaient sous silence auparavant pour sensibiliser un grand public.

Il existe plusieurs formes d'artivisme qui répondent aux intérêts et besoins des activistes tels que les courts métrages, les jeux vidéo, la rédaction de zines (publications autoproduites par des personnes amatrices d'un sujet particulier [Office québécois de la langue française, 2022]), l'illustration et les affiches. Par exemple, le Festival du film queer Mawjoudin en Tunisie célèbre les communautés queer tunisiennes. Selon leur site web, ce festival « a marqué le premier festival de films queer dans le pays ainsi que dans toute l'Afrique du Nord » et favorise la réflexion critique sur les enjeux de discrimination et de marginalisation auxquels les

personnes queer sont confrontées (Mawjoudin, 2024). En plus du travail crucial d'organisations militant pour les droits LGBTQI, de nombreux·euses artistes africain·e·s LGBTQI, comme Zanele Muholi et Maganga Mwagogo, se sont fait connaître par leur photographie, qui célèbre l'homosexualité et déconstruit la croyance que l'homosexualité n'est pas africaine (Pavillon 54, 2020). Cette façon d'associer le plaidoyer à l'art permet d'illustrer ce que vivent les personnes LGBTQI de même que leurs luttes. L'artivisme aspire ainsi à provoquer un changement social et politique en suscitant une gamme d'émotions et la réflexion critique (Lewin et Jenzen, 2023).

Jean-Claude Pongault Elongo évoque le besoin pour certain·e·s activistes de trouver un juste équilibre entre l'art et le plaidoyer pour notamment éprouver du plaisir dans leur activisme tout en transmettant un message percutant. En effet, Antoine Blaclard, auteur de livre jeunesse engagé, souligne qu'« il faut se trouver des armes pour contourner certains obstacles » rencontrés. Dans ce processus d'adaptation, il est essentiel de considérer attentivement le contexte social et culturel afin d'évaluer les risques associés à leur travail permettant ainsi de se protéger et d'élargir l'impact et la portée de l'œuvre.

Dans certains contextes nationaux, les lois impactent l'artivisme et peuvent susciter des réactions négatives de la part d'un public plus conservateur. Cela peut entraîner des représailles telles que des manifestations ou des menaces de mort. Des veto pour interdire des productions d'artivisme sont d'ailleurs exercés dans certains cas, comme l'interdiction de production ou de diffusion d'un film. Par exemple, en 2020, deux cinéastes au Nigeria risquaient jusqu'à 14 ans de prison s'ils tentaient de poursuivre la diffusion d'un film qui mettait en scène la relation d'un couple lesbien (BBC News Afrique, 2020). D'ailleurs, au

cours des dernières années, plusieurs productions cinématographiques américaines, telles que le film de Barbie et Talk Two Me, ont été interdites dans des pays au Moyen-Orient en raison de la visibilité de certains personnages LGBTQI (Le Devoir, 2023). Au Pakistan, le célèbre film Joy Land, lauréat du prestigieux prix Queer Palm au Festival de Cannes, n'a finalement pas été diffusé dans son propre pays, malgré une autorisation initiale (Fatima, 2022).

L'artivisme, comme toute stratégie d'engagement, n'est pas dénuée de limite. Un enjeu important est celui de la propriété intellectuelle autour de l'artivisme. Celle-ci est complexe en raison des enjeux de sécurité et d'anonymat. Pour protéger son identité et éviter des conséquences potentielles liées à son travail, il peut être difficile de disposer ses droits intellectuels sur son art. Parallèlement, le droit à la propriété intellectuelle désavantage les œuvres artistiques des personnes LGBTQI par la catégorisation de ces œuvres comme étant non protégé par les droits d'auteurs, comme par exemple les prestations des drag queens (Sarid, 2022). Les artistes doivent ainsi protéger leur travail tout en gérant de façon conjointe les risques associés à leur production artistique. Par exemple, en raison de contraintes sociales, certain·e·s artistes queers vont utiliser des pseudonymes comme moyen de protection contre le préjudice à leur réputation (Sarid, 2022). Cette pratique de « l'identification flexible » (« flexible identification », trad. libre) permet d'ailleurs de remettre en question la division hétéronormative et traditionnelle des prénoms genrés (Sarid, 2022).

Dans certains contextes sociaux, des résistances à l'artivisme sont mises en avant. Par exemple, le premier webzine LGBTQI en Jordanie, MyKali, doit faire face à des paniques morales dans les médias jordaniens locaux et à des tentatives de censure de sa plateforme queer depuis plus de 11 ans. Les militant·e·s de MyKali ont résisté au discours

médiatique dominant anti-LGBTQI en revendiquant leur légitimité en publiant une déclaration attestant « que la communauté LGBTQI jordanienne a toujours fait partie intégrante du tissu social du pays » (trad. libre) ainsi que par l'émission d'une lettre ouverte en 2017 en exposant leurs droits en tant que citoyen·ne·s jordaniens et leur liberté d'expression (Mahadeen, 2021). MyKali s'est également opposé à ces discours en ancrant son identité dans le contexte jordaniens, notamment à travers l'utilisation de symboles considérés comme distinctement jordaniens dans ses œuvres visuelles (Mahadeen, 2021). Cette stratégie illustre comment la contestation peut ainsi s'exprimer de façon innovante à travers l'art.

Parallèlement, un travail collaboratif tel que certains partenariats avec des ONG ou d'autres acteurs sociaux peut contribuer à la légitimation de l'artivisme de façon efficace et durable. Par ailleurs, en raison de l'absence ou la rareté des bailleurs de fonds qui financent l'artivisme, les alliances militantes multiples permettront d'augmenter la visibilité auprès de potentiels bailleurs de fonds qui reconnaitront l'artivisme comme un outil de changement social et politique important.

En somme, les multiples stratégies de plaidoyer sont des outils puissants pour la défense des droits des personnes LGBTQI et leur inclusion. Ces approches permettent aux mouvements et aux personnes LGBTQI d'amplifier leur voix et de mettre en lumière leurs expériences variées, tout en œuvrant à un monde plus juste et équitable.

3. Actions & Stratégies

Conclusion

En conclusion, la deuxième conférence internationale d'Égides a été une plateforme essentielle pour explorer des défis cruciaux auxquels sont confrontées les communautés LGBTQI francophones dans le monde. Les échanges et les discussions profondes ont mis en lumière l'urgence d'agir face à la montée des violences et des discriminations intersectionnelles à l'aide du plaidoyer. Ce rapport, structuré autour de trois thèmes importants, visait à prolonger ces discussions et fournir des stratégies et recommandations utiles pour soutenir les universitaires ainsi que les militant·e·s engagé·e·s dans la lutte pour l'égalité et les droits LGBTQI, et améliorer les conditions de vie des personnes concernées.

Tout d'abord, il est crucial de renforcer les lois et politiques visant à protéger les droits des personnes LGBTQI contre les discours haineux et les violences. Des législations inclusives peuvent être mises en œuvre grâce à une collaboration internationale qui sera sensible des réalités des personnes LGBTQI. En effet, œuvrer pour les droits LGBTQI ne peut se limiter à des initiatives individuelles. Comme l'a souligné Frida Wahrania, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ont un rôle crucial à jouer en influençant les politiques pour répondre aux besoins spécifiques des communautés LGBTQI locales. Les États francophones et les gouvernements ne doivent pas rester silencieux face aux discriminations et aux violences, et doivent prendre des mesures significatives pour y mettre fin. Il est ainsi impératif de renforcer les cadres législatifs existants, d'adopter des politiques

inclusives et de veiller à leur mise en œuvre.

En deuxième lieu, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) offrent des opportunités innovantes pour éduquer sur les enjeux LGBTQI. Les mouvements et activistes LGBTQI peuvent exploiter ces outils pour amplifier leurs voix, diffuser des informations et organiser des campagnes de plaidoyer à l'échelle mondiale. En définitive, les NTIC possèdent une portée considérable en termes de diffusion, mobilisation et sensibilisation.

Troisièmement, les expressions culturelles sont également des moyens puissants pour illustrer à travers l'art les réalités et les expériences vécues par les personnes LGBTQI et promouvoir des messages de justice sociale. L'art, sous toutes ses formes, devient un vecteur de revendications et de sensibilisation, permettant de toucher les gens. Nos communautés LGBTQI peuvent conséquemment encourager et soutenir les artistes LGBTQI pour renforcer l'impact de leurs œuvres.

Enfin, comme il est expliqué dans les précédentes sections, **les réalités intersectionnelles et complexes des personnes LGBTQI, à la fois dans les pays du Nord et du Sud, sont multiples.** Il est crucial d'adopter des cadres analytiques intersectionnels pour comprendre et aborder les diverses formes d'oppression qu'elles rencontrent. Cela inclut évidemment l'intégration de perspectives décoloniales et féministes africaines et l'écoféminisme pour une analyse plus complète et nuancée des expériences LGBTQI. En reconnaissant la complexité des identités et des vécus des personnes LGBTQI, il est possible de renforcer la solidarité au sein de nos communautés.

Pour conclure, les interventions des panélistes de la conférence appellent à une solidarité renforcée et un engagement continu en faveur du respect des droits des personnes LGBTQI à l'échelle mondiale. Le travail important des activistes LGBTQI souligne la résilience et la détermination de ces personnes en faveur de l'égalité et la justice, mais également l'urgence de l'action pour contrer les violences et les discriminations à l'égard des communautés LGBTQI. Il est ainsi essentiel de continuer à soutenir les initiatives locales et internationales et de favoriser des alliances stratégiques, notamment en participant à des conférences comme celles d'Égides et en développant des réseaux de soutien en ligne. Il sera ainsi possible de contribuer à un avenir plus juste et équitable pour toutes les personnes LGBTQI à travers la francophonie mondiale et au-delà.

Références

- Acconcia, G., Perego, A., et Perini, L. (2024). LGBTQ activism in repressive contexts: the struggle for (in)visibility in Egypt, Tunisia and Turkey. *Social Movement Studies*, 23(2), 207–225. <https://doi.org/10.1080/14742837.2022.2070739>
- Ali, Z., et Dayan-Herzbrun, S. (2017). « Présentation », *Tumultes*, 48, 5-13. <https://doi.org/10.3917/tumu.048.0005>
- Amnesty International. (2023, 16 mai). Anti-2SLGBTQIA+ Hate in Canada Must End. Amnesty International. <https://www.amnesty.ca/human-rights-news/anti-2slgbtqia-hate-in-canada-must-end/>
- Amnesty International. (2023, 24 août). Liban. L'attaque contre le bar LGBTQI est « un signe de mauvais augure » qui pointe la détérioration de la situation des droits humains. Amnesty International. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/08/lebanon-attack-on-lgbti-bar-another-ominous-sign-of-deteriorating-rights-situation/>
- Angeles, L. C., et Roberton, J. (2020). Empathy and inclusive public safety in the city: Examining LGBTQ2+ voices and experiences of intersectional discrimination. *Women's Studies International Forum*, 78. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2019.102313>
- Bakko, M., et Kattari, S. K. (2021). Differential Access to Transgender Inclusive Insurance and Healthcare in the United States: Challenges to Health across the Life Course. *Journal of Aging & Social Policy*, 33(1), 67–81. <https://doi.org/10.1080/08959420.2019.1632681>
- BBC News Afrique. (2020, 15 septembre). Des cinéastes nigérianes risquent la prison pour avoir produit un film sur le lesbianisme. <https://www.bbc.com/afrique/monde-54164685>
- Bilge, S. (2015). Le blanchiment de l'intersectionnalité. *Recherches Féministes*, 28(2), 9–32. <https://doi.org/10.7202/1034173ar>
- Brett, L. (2022, 14 novembre). Anti-gender movements and their impact on national European policies. European student think tank. <https://esthinktank.com/2022/11/14/anti-gender-movements-and-their-impact-on-national-european-policies/>
- Burgart, J. (2016). L'écoféminisme, une pensée de « l'égalité dans la différence ». *L'Harmattan*, 141-160.
- CanSFE. (2021, mai). Au-delà de la binarité : Une note d'orientation pour l'inclusion des personnes LGBTI dans les activités de développement. [Rapport]. <https://cansfe.ca/wp-content/uploads/2021/06/Au-dela-de-la-binarite-Une-note-dorientation-pour-linclusion-des-personnes-LGBTI-dans-les-activites-de-developpement.pdf>
- Carlström, R., Ek, S., et Gabrielsson, S. (2021). 'Treat me with respect': transgender persons' experiences of encounters with healthcare staff. *Scandinavian journal of caring sciences*, 35(2), 600-607. <https://doi.org/10.1111/scs.12876>
- Chaiton, M., Billington, R., Copeland, I., Grey, L., et Abramovich, A. (2022). Mental health and addiction services exclusive to LGBTQ2S+ during COVID-19: an environmental scan. *International journal of environmental research and public health*, 19(10), 5919. <https://doi.org/10.3390/ijerph19105919>

Côté, S. (2024, 17 mai). La communauté LGBTQ+ inquiète du recul de ses droits. Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2073681/communaute-lgbtq-recul-droits>

Crenshaw, K. (2005). Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du genre*, (39), 51-82. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>

Dayan-Herzbrun, S. (2021). Quand des féministes africaines remettent en question l'universalité de la domination masculine. *Recherches féministes*, 34(2), 149-164. <https://doi.org/10.7202/1092235ar>

Denkovski, D., Bernarding, N., et Lunz, K. (2021). Power over rights. Understanding and countering the transnational anti-gender movement Volume I. https://centreforffp.net/wordpress/wp-content/uploads/2023/01/PowerOverRights_Volume1_web.pdf

Dagorn, G. et Sikouk, B. (2023, 31 août). « Thérapie de conversion » des homosexuels : que dit la loi de 2022?. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/08/31/therapie-de-conversion-des-homosexuels-que-dit-la-loi-de-2022_6187270_4355770.html#:~:text=Longtemps%20absentes%20du%20code%20pénal,loi%20du%2031%20janvier%202022.

Drabish, K., et Theeke, L. A. (2022). Health impact of stigma, discrimination, prejudice, and bias experienced by transgender people: a systematic review of quantitative studies. *Issues in mental health nursing*, 43(2), 111-118. <https://doi.org/10.1080/01612840.2021.1961330>

Erem, O. (2024, 21 mai). Quels sont les pays qui ont amélioré leur politique en matière de droits des LGBT au cours de l'année écoulée?. *BBC News Afrique*. <https://www.bbc.com/afrique/articles/c4n1gn2dy36o>

Fassin, É. (2015). Les langages de l'intersectionnalité. *Raisons politiques*, 58, 5-7. <https://doi.org/10.3917/rai.058.0005>

Fatima, K. (2022, 16 novembre). Le film pakistanais *Joyland* interdit dans son pays. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/cinema/2022-11-16/prime-a-cannes/le-film-pakistanais-joyland-interdit-dans-son-pays.php>

GlobalGiving. (2024). Guardians of Equality Movement. https://www.globalgiving.org/donate/100507/guardians-of-equality-movement/?rf=learn_viewpoints_lgbtq+_mutual_aid

Hamila, A. (2022). Vivre l'égalité et les diversités dans la Francophonie : culture, santé et sécurité. [Rapport de la conférence internationale d'Égides].

Hamila, A., Baillargeon, C., Zoldan, Y., Armand, A. R., Yahiaoui, N., Beaudry, C., Chehaitly, S. et Lee, E. O. J. (2022). Soins intégrés auprès des personnes LGBTQI+ migrantes: la place des soins psychosociaux. *Santé Publique*, (HS2), S241-S250. <https://doi.org/10.3917/spub.hs2.0241>

Hibbert, M., Wolton, A., Crenna-Jennings, W., Benton, L., Kirwan, P., Lut, I., ... et Delpech, V. (2018). Experiences of stigma and discrimination in social and healthcare settings among trans people living with HIV in the UK. *AIDS care*, 30(7), 836-843. <https://doi.org/10.1080/09540121.2018.1436687>

Kassing, F., Casanova, T., Griffin, J. A., Wood, E., et Stepleman, L. M. (2021). The effects of polyvictimization on mental and physical health outcomes in an LGBTQ sample. *Journal of Traumatic Stress*, 34(1), 161-171. <https://doi.org/10.1002/jts.22579>

Kritz, B. (2019). Direct and structural violence against transgender populations: A comparative legal study. *Fla. J. Int'l L.*, 31(2), 211-237.

Ladwig, R. C. (2023). Work experiences and career development of trans and gender diverse individuals in relation to organisational structures and work culture [Thèse de doctorat, University of Canberra].

La Presse. (2023, 4 mai). Les élus interdisent les traitements de transition de genre pour les mineurs. <https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2023-05-04/floride/les-elus-interdisent-les-traitements-de-transition-de-genre-pour-les-mineurs.php>

Larrère, C. (2022). « Femmes, écologie et engagements politiques du Sud au Nord » : actualité de l'écoféminisme. *Natures Sciences Sociétés*, 30, 290-298. <https://doi.org/10.1051/nss/2023009>

Le Devoir. (2023, 10 août). Le film « Barbie » interdit au Koweït pour « atteinte à la morale publique ». <https://www.ledevoir.com/culture/795993/le-film-barbie-interdit-au-koweit-pour-atteinte-a-la-morale-publique?>

Lewin, T., et Jenzen, O. (2023). Chapter 21: LGBTQ+ visual activism. Dans D. Lillker et A. Veneti (dir.), *Research Handbook on Visual Politics* (p. 284-297). Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK. <https://doi.org/10.4337/9781800376939.00030>

Luvuno, Z., Ncama, B., et Mchunu, G. (2017). Knowledge, attitudes and practices of health care workers related to treatment and care of transgender patients: A qualitative study in Kwazulu-Natal, South Africa. *Gender and Behaviour*, 15(2), 8694-8706.

Mahadeen, E. (2021). Queer counterpublics and LGBTQ pop-activism in Jordan. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 48(1), 78-93. <https://doi.org/10.1080/13530194.2021.1885850>

Malo, F. B. (2018). Qui sont les personnes trans* et

pourquoi ne les voit-on pas davantage participer au marché du travail. *Revue organisations & territoires*, 27(2), 1-23. <https://doi.org/10.1522/revueot.v27n2.868>

Mawjoudin. (2024). Mawjoudin queer film festival. <https://www.mawjoudin.org/fr/mqff/>

McKay, B. (2011). Lesbian, gay, bisexual, and transgender health issues, disparities, and information resources. *Medical Reference Services Quarterly*, 30(4), 393-401. <https://doi.org/10.1080/02763869.2011.608971>

Méndez, V. (2023, 7 juin). How mutual aid helps LGBTQ+ communities care for each other through crises. GlobalGiving. <https://www.globalgiving.org/learn/lgbtq-mutual-aid/#:~:text=Mutual%20aid%20networks%20bridge%20gaps,receive%20the%20support%20they%20deserve>

Mianda, G. (2021). Le colonialisme, le postcolonialisme et le féminisme : un discours féministe en Afrique francophone subsaharienne. *Recherches Féministes*, 34(2), 15-32. <https://doi.org/10.7202/1092228ar>

Molinier, P. (2023). Catherine Larrère – L'écoféminisme: 2023, Paris, La Découverte, coll. Repères, 128 p.. *Cahiers du Genre*, 75, 287-293. <https://doi.org/10.3917/cdge.075.0287>

Nunoo, F., et Naadi, T. (2024, 11 mars). La terreur des LGBT au Ghana : « Nous vivons dans la peur des dénonciations ». <https://www.bbc.com/afrique/region-68521889>

Office québécois de la langue française. (2022). Zine. <https://vitrinelinguistique.oqlf.gouv.qc.ca/fiche-gdt/fiche/8363521/zine>

Oz, M., Yanik, A., et Batu, M. (2023). Under the Shadow of Culture and Politics: Understanding

LGBTQ Social Media Activists' Perceptions, Concerns, and Strategies. *Social Media + Society*, 9(3). <https://doi.org/10.1177/20563051231196554>

Paternotte, D., et Kuhar, R. (2018). Disentangling and locating the “global right”: Anti-gender campaigns in Europe. *Politics and Governance*, 6(3), 6-19. <https://doi.org/10.17645/pag.v6i3.1557>

Pavillon 54 Magazine. (2022, 25 juin). 5 artistes africains LGBTQIA+ qui ont un grand impact dans le monde de l'art. <https://pavillon54.com/fr/blog/78-5-artistes-africains-lgbtqia-qui-ont-un-grand/>

Pindi, G. N. (2020). Beyond Labels: Envisioning an Alliance Between African Feminism and Queer Theory for the Empowerment of African Sexual Minorities Within and Beyond Africa. *Women's Studies in Communication*, 43(2), 106-112. <https://doi.org/10.1080/07491409.2020.1745585>

PNUD/PGA. (2022, novembre). Faire progresser les droits humains et l'inclusion des personnes LGBTI : un manuel pour les parlementaires. [Rapport]. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-04/Advancing%20the%20human%20rights%20of%20LGBTI%20people%20-%20FRENCH.pdf>

Ramsey, Z. S., Davidov, D. M., Levy, C. B., et Abildso, C. G. (2022). An etic view of LGBTQ healthcare: Barriers to access according to healthcare providers and researchers. *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, 34(4), 502-520. <https://doi.org/10.1080/10538720.2022.2042452>

RFI. (2023, 2 décembre). Bénin: débat animé sur la question de l'homosexualité. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231202-benin-debat-anime-sur-la-question-de-l-homosexualite>

Sanders, R. (2018). Norm spoiling: undermining the international women's rights agenda. *International*

Affairs, 94(2), 271-291. <https://doi.org/10.1093/ia/iyy023>

Sarid, E. (2022). A Queer Analysis of Intellectual Property. *Wisconsin Law Review*, 2022(1), 91-132.

Scheim, A. I., Santos, H., Ciavarella, S., Vermilion, J., Arps, F. S., Adams, N., Nation, K., et Bauer, G. R. (2023). Intersecting inequalities in access to justice for trans and non-binary sex workers in Canada. *Sexuality Research and Social Policy*, 20(3), 1245-1257. <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2>

Schmitz, R. M., Coley, J. S., Thomas, C., et Ramirez, A. (2022). The cyber power of marginalized identities: Intersectional strategies of online LGBTQ+ Latinx activism. *Feminist Media Studies*, 22(2), 271-290. <https://doi.org/10.1080/14680777.2020.1786430>

Schumacher, C. M., Thornton, N., Wagner, J., Tilchin, C., Ghanem, K. G., Hamill, M. M., Latkin, C., Rompalo, A., Ruhs, S., Greenbaum, A., et Jennings, J. M. (2022). Sexually transmitted infection transmission dynamics during the coronavirus disease 2019 (COVID-19) pandemic among urban gay, bisexual, and other men who have sex with men. *Clinical Infectious Diseases*, 75(1), e1137-e1144. <https://doi.org/10.1093/cid/ciab1053>

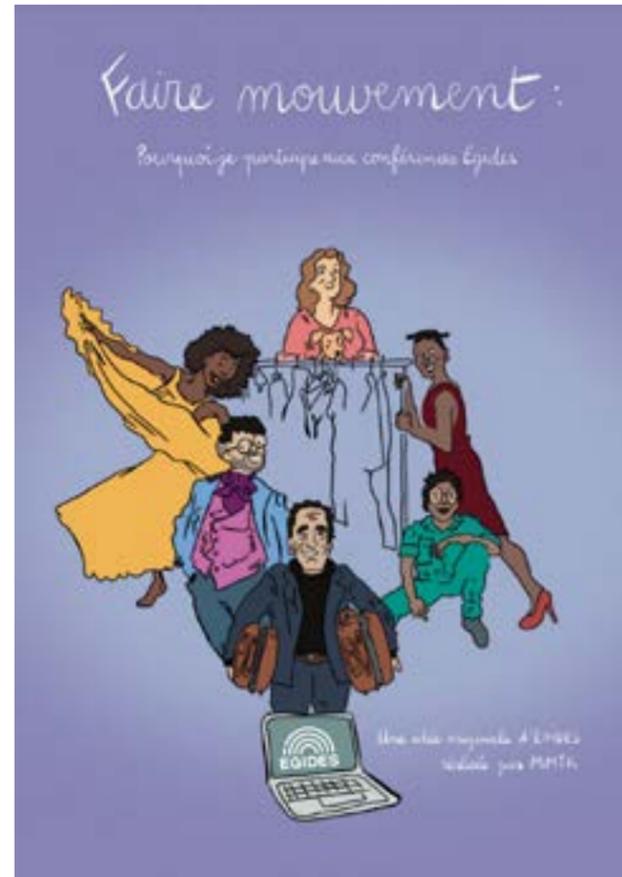
Seco, R. (2023, 17 mai). LGBTQI+ repression in East Africa: “They say that Westerners are turning us gay”. *EL PAIS: el periodico glocal*. <https://english.elpais.com/international/2023-05-17/lgbtqi-repression-in-east-africa-they-say-that-westerners-are-turning-us-gay.html>

Spencer, S., Meer, T., et Müller, A. (2017). “The care is the best you can give at the time”: Health care professionals' experiences in providing gender affirming care in South Africa. *PLoS One*, 12(7), e0181132. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0181132>

Yarbrough, D. (2023). The carceral production of transgender poverty: How racialized gender policing

deprives transgender women of housing and safety. *Punishment & Society*, 25(1), 141-161. <https://doi.org/10.1177/14624745211017818>





Pour découvrir la conférence d'Égides autrement...

Réaliser un roman graphique sur l'organisation d'une conférence peut sembler surprenant de prime abord, mais cette approche offre plusieurs avantages pour capturer et transmettre l'expérience et les apprentissages d'un tel événement.

La genèse du projet émane d'une des missions d'Égides : créer des ressources en français. Pour chaque édition de la conférence internationale, un rapport est rédigé et diffusé sur la scène internationale permettant ainsi le partage des échanges et des connaissances à un public large. Bien que ces rapports jouent un rôle crucial dans la documentation des savoirs militants, ils présentent aussi des limites en matière d'accessibilité, de complexité et de portée. Nous avons alors réfléchi à un autre support qui nous permettrait de transmettre l'importance de tels événements pour la construction de mouvements sociaux forts et solidaires. Ainsi, le projet de roman graphique a émergé de la richesse de ces réflexions autour de la Conférence internationale d'Égides.



Pour lire le roman graphique de la Conférence, scannez le code QR!





Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

209, rue Sainte-Catherine Est, bureau 5305
Montréal (Québec) Canada | H2X 1L2

info@egides.org
t +1 514 316-6445

    @EgidesAlliance

egides.org

La publication de cet ouvrage
est rendue possible grâce au
soutien de:



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

